



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 6 – 10 février 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le Premier ministre remanie les portefeuilles de son gouvernement et crée un ministère dédié à l'énergie et au climat

Climat & Energie

- Le Royaume-Uni bat son record d'installations de nouvelles éoliennes en 2022
- Le Royaume-Uni n'augmentera pas sa capacité de stockage de gaz d'ici l'hiver prochain
- Les développeurs de projets d'énergies renouvelables et de sites de stockage alertent sur les délais de raccordement au réseau électrique

Environnement

- Le ministère de l'environnement annonce des mesures pour lutter contre les dépôts illégaux de déchets
- Le gouvernement débloque des financements pour la plantation d'arbres

Industrie

- La start-up australienne *Recharge Industries* va racheter *BritishVolt*
- Selon le PDG de *Nissan*, les coûts de production doivent diminuer au R-U pour que l'industrie automobile demeure compétitive

Transports

- Le ministre des Transports présente ses priorités pour le secteur ferroviaire
- Le projet de ligne à grande vitesse *HS2* pourrait de nouveau être revu à la baisse
- 113 M£ seront octroyés aux projets en lien avec l'aviation zéro carbone
- Le gouvernement investit dans les technologies maritimes « vertes »

Fait marquant

Le Premier ministre remanie les portefeuilles de son gouvernement et crée un ministère dédié à l'énergie et au climat

Le Premier ministre Rishi Sunak a effectué mardi 7 février un remaniement des portefeuilles ministériels conduisant à scinder le ministère chargé des entreprises, de l'énergie et des entreprises (BEIS) en 3 ministères distincts. Il est ainsi créé un ministère chargé de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone (*Department for Energy Security and Net Zero*), confié à Grant Shapps, jusqu'à présent ministre du BEIS. L'énergie et le climat retrouvent ainsi un ministère autonome, prenant la suite du *Department for Energy and Climate Change* qui existait entre 2008 et 2016. Le Premier ministre lui a fixé 6 priorités : (i) la sécurité d'approvisionnement en énergie pour les prochains hivers, (ii) la mise en œuvre de la stratégie *Net Zero*, (iii) l'amélioration de l'efficacité énergétique afin de respecter l'objectif de 15 % de baisse de la consommation d'énergie, (iv) la mise en œuvre des aides aux ménages et aux entreprises ainsi que la réforme du marché de l'électricité, (v) le développement des industries vertes, (vi) l'adoption de l'*Energy Bill* pour soutenir les technologies émergentes (hydrogène et CCUS), améliorer la gouvernance du système énergétique et accélérer les projets d'éolien en mer.

Par ailleurs, deux autres ministères sont créés : l'un, chargé de la science, de l'innovation et de la technologie (*Department for Science, Innovation and Technology*), intégrant également la direction du numérique qui était jusqu'à présent traitée au sein du ministère du numérique, de la culture, des Médias et du sport (DCMS), l'autre, chargé des entreprises et du commerce international.

Le chiffre de la semaine

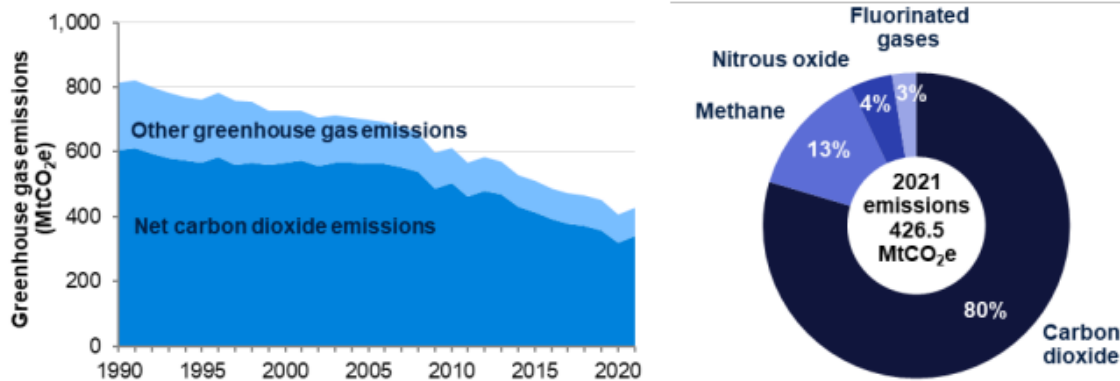
+ 14,7 %

Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 14,7 % en janvier par rapport à janvier 2022, selon les derniers chiffres de la fédération britannique des producteurs automobiles (SMMT). Il s'agit du sixième mois consécutif de hausse et le meilleur mois de janvier depuis 2020. La croissance est toujours élevée pour les [voitures](#) hybrides électriques (+ 40 % par rapport à janvier 2022) et électriques (+ 19,8 %). Les voitures électriques représentent une part de marché de 13,1 %, un chiffre légèrement inférieur à la moyenne observée en 2022 (16,6 %). La SMMT s'attend à ce que les hybrides rechargeables représentent près d'un tiers du marché d'ici 2024, mais souligne que l'insuffisance des infrastructures de recharge constitue un frein à leur déploiement. Les ventes d'[utilitaires](#) légers ont pour leur part augmenté de 25,8 % par rapport à janvier 2022, le premier mois de hausse depuis septembre 2022. Les véhicules électriques enregistrent la plus forte hausse (+ 53,5 %) par rapport à janvier 2022.



Le graphique de la semaine

UK territorial greenhouse gas emissions, 1990-2021



Le gouvernement a publié [l'inventaire définitif](#) des émissions de gaz pour l'année 2021: elles s'élevaient à 427 MtCO₂e, soit une hausse de 5,0 % par rapport à l'année précédente, marquée par les restrictions prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Même s'il s'agit de la plus forte hausse des émissions sur une année depuis le début de la série statistique en 1990, les émissions de 2021 restent inférieures de 5,3 % aux émissions de 2019. La hausse de 2021 est principalement due à l'augmentation de l'utilisation des transports routiers liée à la réouverture de l'économie, ainsi qu'à l'augmentation des émissions des centrales électriques et du secteur résidentiel.

Climat & Energie

Flash – A la suite des révélations sur l'installation imposée de compteurs prépayés chez les clients vulnérables ayant des incidents de paiement, le ministre chargé de l'énergie, [Grant Shapps](#), a annoncé que le régulateur des marchés de l'énergie, l'*Ofgem*, sera doté de nouveaux pouvoirs d'enquête pour contrôler les pratiques des fournisseurs d'énergie.

Flash – L'ONG [Greenpeace](#) menace de former un recours contre le manque d'ambition de la politique de lutte contre la précarité énergétique menée par le gouvernement. Alors que ce dernier s'est fixé l'objectif « d'atteindre une performance énergétique au moins de classe C pour le maximum de logements occupés par des ménages en situation de précarité énergétique », *Greenpeace* estime que les actions actuellement mises en œuvre ne permettront de rénover que 5,8 % des logements visés.

Le Royaume-Uni bat son record d'installations de nouvelles éoliennes en 2022

D'après les données de [Renewable UK](#), près de 3,5 GW de nouvelles capacités d'énergie éolienne ont été installées au Royaume-Uni en 2022. Le Royaume-Uni a ainsi battu son record de capacités installées sur une année, qui datait de 2019 (2,1 GW). Ce chiffre cache toutefois une grande

disparité : plus de 90 % des nouvelles capacités sont des éoliennes en mer (3,19 GW). 318 MW d'éolien terrestre ont été mis en service en 2022, dont 314 MW en Ecosse ; seules deux éoliennes terrestres ont été mises en service en Angleterre au cours de l'année 2022, illustrant les effets du moratoire en place *de facto* depuis 2016.

Le Royaume-Uni n'augmentera pas sa capacité de stockage de gaz d'ici l'hiver prochain

Le ministère chargé de l'énergie a mis fin aux discussions menées avec l'opérateur *Centrica* pour l'extension du site de stockage de Rough, remis en service cette année mais n'opérant qu'à 20 % de ses capacités. L'opérateur demandait la création d'un mécanisme lui assurant une rémunération minimale pour financer les 150 M£ nécessaires au doublement de la capacité du site. En conséquence, le Royaume-Uni gardera une capacité de stockage de seulement 9 jours de consommation (contre 103 jours en France) l'hiver prochain, l'exposant davantage aux fluctuations du marché de gros de gaz naturel liquéfié.

Les développeurs de projets d'énergies renouvelables et de sites de stockage alertent sur les délais de raccordement au réseau électrique

D'après *National Grid*, près de 600 projets d'une capacité combinée de 176 GW sont en attente d'un raccordement en Angleterre ou au Pays de Galles, avec des délais qui peuvent atteindre 13 ans. Selon Dieter Helm, professeur de politique économique à Oxford et ancien conseiller du gouvernement sur la politique énergétique interrogé par le [FT](#), le mode de régulation des réseaux électriques, mis en place lors de leur privatisation à la fin des années 1990, serait responsable de ces délais : le régulateur a refusé de planifier le développement des réseaux, laissant les porteurs de projet déposer leurs demandes de raccordement où ils le souhaitent et empêchant les gestionnaires des réseaux d'investir par anticipation.

Environnement

Flash – Alors que les compagnies des eaux ont annoncé une augmentation moyenne de 7,5 % par rapport à l'année précédent, soit 31 £, des factures d'eau pour l'année prochaine, le régulateur du secteur, [Ofwat](#), leur demande de faire un effort supplémentaire pour aider les clients les plus vulnérables.

Flash – Le parti travailliste va déposer un amendement au projet de loi portant abrogation de l'acquis communautaire (*Retained EU Law Bill*), actuellement examiné par la [Chambre des Lords](#), afin de contraindre le gouvernement à préciser la liste des normes qu'il entend abroger, qui serait soumise au vote du Parlement.

Le ministère de l'environnement annonce des mesures pour lutter contre les dépôts illégaux de déchets

Alors qu'il s'est engagé à éradiquer la criminalité liée aux déchets d'ici 2043, le [gouvernement](#) a dévoilé de nouvelles réformes visant à lutter contre les dépôts illégaux de déchets, dont il estime

qu'elles coûtent 87,2 M£ par an à l'économie anglaise. La réglementation en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles permet de mener certaines activités de traitement des déchets à petite échelle et à faible risque dans le cadre d'un système d'enregistrement sans permis environnemental spécifique. Cependant, certains groupes criminels sont connus pour exploiter l'absence de permis pour mener des activités illégales telles que le stockage de déchets et éviter les taxes de mise en décharge. Le gouvernement a ainsi annoncé qu'il allait supprimer les trois exemptions les plus régulièrement utilisées - couvrant les pièces de véhicules en fin de vie dépolluées, le traitement des pneus et la récupération de la ferraille – et renforcer les conditions régissant sept autres exemptions – concernant l'utilisation des déchets dans la construction, le stockage dans des conteneurs et des lieux sûrs, le brûlage de la végétation et le traitement des déchets de bois. Le gouvernement prévoit également d'introduire des exigences plus strictes pour la tenue de registres des détenteurs d'exemptions de déchets, d'imposer des limites et des contrôles sur la manière dont les exemptions multiples sont gérées et d'interdire l'utilisation d'exemptions sur les sites opérant avec un permis environnemental.

Le gouvernement débloque des financements pour la plantation d'arbres

Dans le cadre de ses dispositifs *Local Authority Treescapes Fund* et *Urban Tree Challenge Fund*, le gouvernement va octroyer 14 M£ pour financer la plantation d'arbres afin de respecter l'objectif de 30 000 arbres plantés chaque année. En parallèle, le gouvernement va financer la formation de nouveaux garde-forestiers pour un budget total de 700 000 £ cette année, financée par le *Nature for Climate Fund* (doté de 750 M£). En novembre 2021, l'*Institute of Chartered Foresters* estimait que le déficit de main d'œuvre dans l'industrie forestière s'élevait à 10 000 ouvriers qualifiés.

Industrie

Flash – L'un des principaux clients de [Liberty Steel](#), *Aartee Bright Bar*, a été mis en liquidation judiciaire. Il s'agit du premier producteur britannique de produits de construction en acier. L'entreprise, qui se fournissait en barres d'acier auprès de *Liberty Steel*, employait 250 personnes dans la région des West Midlands.

Flash – Le gouvernement a accordé une dérogation spéciale au fabricant d'équipements de construction *JCB* lui permettant de tester et d'utiliser sa première chargeuse-pelleteuse à [hydrogène](#) sur chantiers et routes britanniques.

La start-up australienne *Recharge Industries* va racheter *BritishVolt*

Recharge Industries, qui appartient au fonds d'investissement new-yorkais *Scale Facilitation Partners*, a conclu un accord pour acheter les activités et actifs de [Britishvolt](#). *EY*, en charge de l'administration de *BritishVolt*, a affirmé que l'accord devrait être finalisé d'ici la semaine prochaine. *Recharge Batteries* a admis avoir payé une prime par rapport aux autres acquéreurs potentiels, mais a déclaré que cela témoignait de sa confiance dans un projet qui réunirait des minéraux australiens, le savoir-faire américain en matière de batteries et un site britannique prometteur. La start-up australienne, qui a débuté les travaux d'une usine de batteries en Australie, a fait part de son souhait de ne pas utiliser de lithium russe ou chinois.

Selon le PDG de *Nissan*, les coûts de production doivent diminuer au R-U pour que l'industrie automobile demeure compétitive

Dans un entretien à la *BBC*, Ashwani Gupta a affirmé que le R-U était face à un défi pour rester compétitif face aux autres pays producteurs automobiles. Selon lui, les coûts opérationnels sont plus élevés au R-U en raison de coûts énergétiques plus élevés et de l'inflation, ce qui représente un frein à une hausse de la production britannique de [Nissan](#). Le groupe emploie 6 000 personnes au R-U dans son usine de Sunderland et s'est engagé à y poursuivre la production du successeur de sa voiture électrique, la *LEAF*. La décision n'a pas encore été prise pour la production des futurs modèles *Juke* et *Qashqai*, qui devrait débiter d'ici 2027-2028. Pour mémoire, *Nissan* avait bénéficié d'une subvention publique de 100 M£ pour agrandir une *gigafactory*, gérée par le groupe chinois *Envision* et située à proximité de son usine. Le coût du projet était estimé à 1 Md£.

Transports

Flash – Le gouvernement lance un fonds de 200 M£ afin d'aider les collectivités locales à financer les aménagements nécessaires aux [mobilités douces](#) (vélo et marche).

Flash – Les collectivités locales, qui sont responsables de la politiques des transports, ont averti d'un risque de suspension de centaines de services de [bus](#), alors que les aides Covid du gouvernement prennent fin le 31 mars.

Flash – Le ministère des [Transports](#) a lancé un appel à contributions afin de mettre en œuvre l'objectif d'aéroports entièrement zéro émissions d'ici 2040 en Angleterre.

Le ministre des Transports présente ses priorités pour le secteur ferroviaire

Lors du *George Bradshaw address*, [Mark Harper](#) a confirmé la création de *Great British Railways* (GBR), organisme public qui serait chargé de la gestion du secteur ferroviaire dans le cadre de la réforme du rail annoncée en 2021. GBR serait décliné en cinq divisions régionales chargées de la fixation des horaires ou de la billetterie, en collaboration avec les métropoles (*Great Manchester*, *West Midlands Combined Authority*, etc.). Les opérateurs ferroviaires devront également signer des *Passenger Services Contract* selon les termes desquels leurs revenus dépendraient en partie d'indicateurs de performance. Le ministre a également annoncé une refonte de la billetterie avec, par exemple, l'extension des systèmes « *pay as you go* ». Une tarification en fonction de la demande, sur le modèle de ce qui se fait dans l'aviation, sera expérimentée sur certains services de l'opérateur LNER (*London North Eastern Railway*).

Le projet de ligne à grande vitesse *HS2* pourrait de nouveau être revu à la baisse

Selon des informations reprises par la presse britannique, le ministère des Transports (*DfT*) étudierait les possibilités de réduire les [coûts](#) du projet, qui ont triplé depuis son approbation par le gouvernement en 2012. La date de mise en service pourrait être repoussée à 2045, soit douze ans plus tard que prévu, et le nombre de trains pourrait passer de 18 à 10 par heure. En matière de vitesse, les trains de la ligne devaient initialement rouler à une vitesse maximale de 400 km/h. Cette

vitesse avait été ramenée à 360 km/h une fois attribués les contrats de production des nouveaux trains, et pourrait diminuer de nouveau. Le ministère des Transports a par ailleurs annoncé que Sir Jonathan Thompson prendrait la présidence de [HS2 Ltd](#) après avoir assuré ce rôle par intérim depuis mars 2022.

113 M£ seront octroyés aux projets en lien avec l'aviation zéro carbone

Cet annonce a été faite lors de la septième réunion du *Jet Zero Council*, organisme rassemblant des représentants du gouvernement et des entreprises de l'aérospatial. Ces fonds, financés par le gouvernement et le secteur, seront accessibles via le programme de l'*Aerospace Technology Institute* (ATI) qui soutient des projets en lien avec la [décarbonation](#) de l'industrie. Selon les ministres chargés des Entreprises et des Transports, ces subventions financeront en priorité des technologies d'avions électriques ou à hydrogène, comme celles développées par les entreprises *Vertical Aerospace* et *Rolls-Royce*. La compagnie aérienne *Virgin Atlantic*, qui travaille actuellement sur le premier vol transatlantique fonctionnant intégralement aux carburants de synthèse, recevra elle-aussi des subventions.

Le gouvernement investit dans les technologies maritimes « vertes »

Le gouvernement prévoit d'investir sur deux ans 77 M£, issus du programme *UK SHORE* lancé en 2022, pour développer des [navires zéro émissions](#). Les projets retenus doivent montrer qu'ils pourront « *utiliser cet argent pour travailler avec les principaux ports et opérateurs britanniques afin de lancer un navire à zéro émission d'ici 2025 au plus tard* ». Le programme, intitulé [Zero Emission Vessels and Infrastructure \(ZEVI\) competition](#), sera géré par l'agence publique *Innovate UK*. Le gouvernement appelle également les universités à participer au *Clean Maritime Research Hub*. Financé par le gouvernement, les entreprises et le secteur académique, ce centre de recherche lancera des travaux de recherche fondamentale et travaillera sur les nouvelles compétences nécessaires pour la transition bas carbone du secteur maritime.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international